

DANS CE NUMÉRO

Fête du Travail 2019

- Des événements partout au pays à la défense de la dignité du travail et des droits de tous
 - Ontario
 - Alberta
- Colombie-Britannique

Fête du Travail 2019

Des événements partout au pays à la défense de la dignité du travail et des droits de tous



Prince George

La Fête du Travail a été marquée par des événements partout au Canada, sauf au Québec où les travailleurs célèbrent plutôt le Premier Mai en tant que journée internationale d'unité et de lutte de la classe ouvrière. Cette année, de nombreux travailleurs présents aux actions de la Fête du Travail ont dit que lorsqu'ils

luttent pour leurs droits et leurs réclamations à ce qui leur revient de droit, non seulement expriment-ils les besoins d'aujourd'hui mais ils ouvrent aussi une voie pour l'avenir des prochaines générations.

Ils ont dit qu'en ce vingt-et-unième siècle, ils ne veulent pas de gouvernements qui disent agir au nom des travailleurs mais représentent en fait des intérêts privés étroits. Dans les conversations avec les travailleurs à la Fête du Travail, une des préoccupations qui revenait le plus souvent c'est que l'élection fédérale va être une fraude une fois de plus et que les travailleurs n'ont pas réellement voix au chapitre en ce qui concerne ses résultats. Les travailleurs ne choisissent pas les candidats, l'ordre du jour, les enjeux, le discours électoral, le débat ou ce qui paraît dans les médias de masse. La reconnaissance grandit que les travailleurs eux-mêmes doivent démocratiser le processus politique afin d'exercer un contrôle sur les décisions qui les concernent. Un aspect important auxquels plusieurs réfléchissent est comment les travailleurs déterminent concrètement qui est élu et comment forcer les gouvernements à rendre des comptes de leurs actions.

Les travailleurs ont parlé à la défense de la justice, de la dignité humaine et des droits de tous, et demandé que cessent l'exploitation et l'appauvrissement, l'asservissement, la dégradation environnementale et la guerre.

Des bannières réclamaient « Justice pour les travailleurs accidentés » et pour les chômeurs ; d'autres affirmaient que Personne n'est illégal et dénonçaient les consultations frauduleuses avec les peuples autochtones qui dans les faits leur nient le droit de donner ou non leur consentement aux activités qui les affectent.

Les slogans « Arrêtez de payer les riches ! Augmentez les investissements dans les programmes sociaux ! Faisons du Canada une zone de paix ! Investissez-vous de pouvoir maintenant ! » étaient aussi présents dans différentes actions.

Le Renouveau publie dans ce numéro des photos et de brefs rapports sur différentes actions de la Fête du Travail.

Ontario

Toronto



Des milliers de travailleurs ont participé à la marche annuelle de la Fête du Travail à Toronto. Le mot d'ordre de l'événement, organisé par le Conseil du travail de la région de Toronto et de York, était « Organiser, éduquer, résister ! » en réponse à l'offensive antisociale du gouvernement conservateur de Doug Ford menée contre les travailleurs et la société.

Les travailleurs de plusieurs secteurs ont fait connaître leurs préoccupations. La section locale 113 du Syndicat du transport uni, qui représente 12 000 travailleurs du transport en commun, a exigé l'abrogation de la loi 107 du gouvernement Ford qui vise à privatiser le système de transport public de Toronto. Les enseignants et les travailleurs de l'éducation de la Fédération des enseignantes-enseignantes des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO), l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECTA) et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario ont fortement dénoncé les compressions du gouvernement Ford en éducation en Ontario et se sont engagés à intensifier leur résistance.

Les travailleurs des bibliothèques de Toronto organisés sous la bannière de la section 4948 du Syndicat canadien de la fonction publique ont dénoncé l'introduction de « succursales sans personnel » qui élimine le facteur humain dans les services bibliothécaires. Deux succursales de Toronto fonctionnent déjà « sans personnel » en dépit de l'opposition du personnel et du public.

L'Alliance des travailleurs migrants pour le changement a mis en lumière la politique raciste d'immigration de l'État canadien qui continue de nier les droits fondamentaux des travailleurs migrants en santé et en éducation, les oblige à travailler dans des emplois non sécuritaires et mal payés et leur nie le droit de rester au Canada.

L'humeur des travailleurs à vouloir changer la situation s'est reflétée dans leur enthousiasme à recevoir la déclaration de la Fête du travail du Centre ouvrier du Parti marxiste-léniniste du Canada intitulée « Défendons la dignité du travail ! Défendons les droits de tous et toutes ! »





Hamilton



Des milliers de travailleurs ont participé à la marche de la Fête du Travail à Hamilton en Ontario. Avec bannières et pancartes, les travailleurs ont défendu leur droit à des conventions collectives négociées, à la sécurité à la retraite et à la justice pour tous et toutes.

L'événement annuel a été perturbé lorsque le premier ministre Trudeau a tenté de se joindre à la manifestation à la suite d'une invitation lancée par un des syndicats. Les travailleurs de Hamilton ne sont pas portés à percevoir Trudeau comme un ami des travailleurs. Ils ne pensent pas que celui-ci puisse s'immiscer comme bon lui semble dans un tel événement et tenter de faire oublier sa longue liste d'engagements non respectés de la dernière élection ni les actions antiouvrières de son gouvernement, tel que la criminalisation des postiers en novembre dernier par une loi interdisant leurs grèves rotatives. Un mur humain s'est rapidement formé pour empêcher Trudeau de se joindre à la marche quand elle allait débiter.

Les défenseurs de Grassy Narrows ont soulevé le problème de l'intoxication au mercure de leurs eaux et exigé que quelque chose soit fait pour résoudre le problème et faire en sorte que les responsables du désastre et des décennies d'inaction qui ont suivi rendent des comptes. Des activistes antiguerre locaux et d'autres activistes se sont joints au mur humain pour bloquer Trudeau avec leurs bannières et leurs pancartes. Des membres du Syndicat canadien de la fonction publique ont confronté Trudeau et exigé un règlement juste et rapide de la convention collective de ses 140 000 membres, dont plusieurs ont été victimes de la débâcle du système de paie Phénix. La colère de plusieurs à la présence de Trudeau à la



marche de la Fête du Travail de Hamilton était telle que le premier ministre a été obligé de se retirer du site de rassemblement avant que la parade ne commence pour ensuite s'y faufiler plus tard après que tous les contingents aient quitté le lieu du départ.

Les activistes du PMLC ont distribué la déclaration du Parti pour la Fête du Travail à tous les contingents participant à la parade et elle a été bien accueillie.



Windsor



Au début de la période de discours après que la parade de la Fête du Travail soit arrivée à Fogolar Furlan,

où a lieu le pique-nique annuel, le président de la section locale 444 d'Unifor, Dave Cassidy, a annoncé à la foule que Nemark a décidé de fermer son usine d'aluminium de Windsor en 2020, plutôt que de respecter sa convention collective avec les travailleurs qui prévoit que l'usine restera ouverte au moins jusqu'en 2022. En réponse à cette violation de la convention., Cassidy a annoncé que les travailleurs et la direction du local 200 ont pris le contrôle de l'usine. « Nous avons pris possession de la technologie, des matériaux, de l'outillage. Nemark a une dette envers nous », a-t-il dit aux applaudissements des participants dont plusieurs avaient le poing levé.

Tout de suite après les discours, de nombreux travailleurs de sections locales d'Unifor et d'autres syndicats se sont dirigés vers l'usine d'aluminium de Windsor dans la partie ouest de la ville pour aller appuyer la ligne de piquetage des travailleurs de Nemark.

Pendant la dernière semaine du mois d'août, les membres de la direction nationale d'Unifor et les dirigeants de la section 200 se sont rendus au Mexique pour rencontrer le PDG de la compagnie Armando Tamez pour essayer de faire renverser la décision de fermeture prématurée. Comme il semblait que la réunion n'allait rien donner, Unifor a décidé d'entrer en action afin de faire pression sur la compagnie. Les travailleurs ont mis des chaînes aux portes de l'entreprise et sur la machinerie à l'intérieur de l'usine et le syndicat a dit que personne ne pourra entrer dans l'usine et qu'aucune technologie, ou machine et aucun produit n'en sortiront. Selon le syndicat, Nemark s'est préparé à fermer l'usine en essayant d'amener des ingénieurs du Mexique pour apprendre les processus et connaître davantage la machinerie de l'usine de Windsor afin de faciliter le déplacement de la production au Mexique. L'usine emploie présentement 270 personnes, dont 170 sont des travailleurs payés à l'heure membres de la section locale 200 d'Unifor. Le syndicat fait du piquetage 24 heures sur 24 devant l'usine.



Le dirigeant de la section locale 200 d'Unifor, John D'Agnolo, a tenu une conférence de presse après avoir fait son annonce au pique-nique de la Fête du Travail : « Nous ne devrions pas être ici à l'heure actuelle. Nous devrions être en train de célébrer la Fête du Travail avec nos familles. C'est Nemark qui nous a mis

dans cette situation. Nous faisons cette protestation à cause de Nemark et de sa cupidité. Réfléchissez bien à cela : en 2016, les membres ont dû prendre une décision en ce qui concerne leur avenir. La compagnie nous a proposé l'accord suivant : nous vous accordons trois nouveaux produits si vous gelez vos salaires. Les travailleurs ont ratifié cette entente et la compagnie l'a reniée. C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui. Nos membres ne peuvent plus dormir en ce moment. Ils doivent penser à leur avenir, à comment ils vont prendre soin de leurs enfants. À quand le moment où assez, ça veut dire assez ? »

Lorsqu'on lui a demandé si cette action est légale, Jerry Dias, le président national d'Unifor a dit :

« C'est certainement aussi légal que ce qu'ils font. Nemark agit comme s'il n'existait pas de collective, alors nous agissons selon la même prémisse qu'il n'existe pas de convention collective. Nous acceptons leur version, nous acceptons qu'il n'y a pas de convention collective en place et notre action est donc totalement légale. »

Le 4 septembre, la compagnie a obtenu une injonction de la Commission des relations de travail de l'Ontario qui ordonne au syndicat de cesser son « arrêt de travail illégal ». Le 5 septembre, alors que les travailleurs refusaient toujours de reprendre le travail et d'enlever les barricades qu'ils ont dressées pour bloquer toutes les entrées de l'usine, Nemark a demandé et obtenu une ordonnance de la cour. Le juge a ordonné aux travailleurs d'obéir immédiatement à la décision de la Commission des relations de travail et a ajouté que l'accès à l'usine « ne doit pas être entravé de quelque façon et par quelque personne que ce soit ». Unifor a dit qu'il s'opposera à l'ordonnance de la cour.

Depuis quatre ans, Nemark a reçu 1,5 million de dollars du gouvernement provincial et 3 millions du gouvernement fédéral pour maintenir les activités à l'usine. À cela s'ajoute la subvention pouvant atteindre 1,3 million de dollars que le Conseil municipal de Windsor a approuvée en 2016 dans le cadre de son « Plan de revitalisation économique pour l'amélioration de la communauté ». La compagnie n'aurait pas touché cet argent, selon des rapports, mais elle a reçu 3 millions de dollars en vertu du même programme en 2012-2013. Le maire de Windsor Drew Dilkens, qui s'est rendu sur la ligne de piquetage des travailleurs mardi, a dit, selon le *Windsor Star*, que ce geste de Nemark était une « claque au visage d'un grand nombre de personnes ».

Pendant ce temps, Unifor a demandé une réunion d'urgence avec Navdeep Bains, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, pour discuter de la décision de la compagnie de rompre le contrat qu'elle a signé avec les travailleurs et de quitter le pays après avoir reçu des millions de dollars d'appui de tous les niveaux de gouvernement, dont une subvention fédérale de 3 millions de dollars, qui devait, selon les mots du ministre à ce moment-là, contribuer à créer « les bons emplois de la classe moyenne de l'avenir ».

Nemark est une filiale du conglomérat industriel mexicain Alfa. Son usine de pièces automobiles de Windsor fournit présentement des blocs-moteurs à General Motors, principalement à l'intention de son usine qui produit des Cadillac à Shanghai en Chine. La compagnie a indiqué qu'elle a décidé de fermer l'usine de Windsor en 2020 plutôt qu'en 2022 en raison de la baisse de la demande provenant des opérations de GM en Chine. En même temps, Unifor a souligné que Nemark a remporté une soumission pour un nouveau contrat avec Fiat Chrysler. Cependant, bien que ce soit ses travailleurs de Windsor qui aient préparé la soumission, la conception et le développement du nouveau processus de production qui est requis, la compagnie a décidé d'envoyer le travail à une usine de Monterrey au Mexique.

Nemark possède 38 usines dans 16 pays. Il a annoncé des revenus de 4,7 milliards de dollars américains en 2018. À partir de 1996, la compagnie Ford Motor d'Essex et l'usine d'aluminium de Windsor ont fonctionné comme une co-entreprise entre Ford et Nemark. Ford s'est retiré plus tard et Nemark est devenu le propriétaire des deux usines. En 2008, Nemark a fermé l'usine de pièces automobiles d'Essex, licenciant 600 travailleurs. L'usine de pièces automobiles de Windsor est la seule usine canadienne qui lui reste.

Ailleurs en Ontario

Ottawa



Sudbury



Sault-Ste-Marie



Alberta

Calgary



Edmonton



Colombie-Britannique

Vancouver et Surrey



Le Conseil du travail de New Westminster et du District a organisé son pique-nique annuel de la Fête du Travail le 2 septembre au parc Holland à Surrey

Des kiosques d'information ont été dressés par des organisations communautaires et des syndicats, dont le Syndicat international des débardeurs et magasiniers du Canada (ILWU), le Syndicat des charpentiers-menuisiers, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, le Syndicat canadien de la fonction

publique, les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce et la Fédération des éducateurs du post secondaire. Le ILWU a servi des hotdogs. Un espace a été réservé pour les jeux d'enfants et pour de l'animation.

La secrétaire-trésorière du Conseil du travail, Janet Andrews, a souhaité la bienvenue à tout le monde et souligné que le pique-nique se tenait sur un territoire autochtone non cédé. Elle a dit que le mouvement syndical est partisan d'une réconciliation véritable et travaille à ce que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones soit mise en oeuvre. Elle a dit que le Conseil du travail représente 60 000 travailleurs et 100 sections locales de syndicats dans 14 municipalités. Elle a dit en terminant que les membres de la section locale 40 de Unite Here pourraient déclencher la grève bientôt contre plusieurs hôtels.

La chorale de la côte Ouest a interprété des chansons syndicales et une famille de joueurs de tambours autochtones a aussi interprété plusieurs chansons, dont une en anglais qui rappelle comment les peuples autochtones ont toujours vécu en harmonie avec la Terre Mère, protégeant le territoire et l'environnement. L'orateur principal était le ministre du Travail de la province Harry Bains qui est aussi député de Surrey. Il a dit que la Fête du Travail appartient aux millions de travailleurs « qui ont bâti cette province » et mené plusieurs luttes difficiles pour amener le mouvement syndical où il est maintenant.

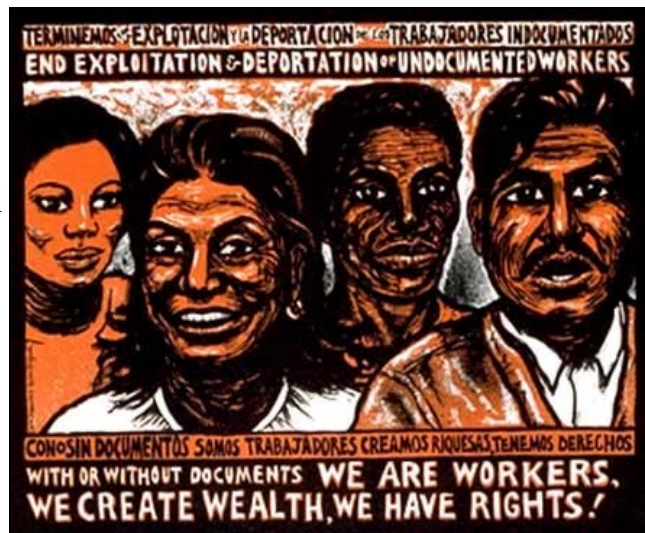
Les activistes du PMLC ont distribué des copies du numéro du *Renouveau* « Fête du Travail 2019 Défendons la dignité du travail ! - Défendons les droits de tous et toutes ! », ont discuté avec les travailleurs et les ont invités à s'abonner au *Renouveau*. Plus tard dans la journée, ils ont distribué *Le Renouveau* au rassemblement et pique-nique de la Fête du Travail du Conseil du travail de Vancouver et du District à la Plaza Jack Poole au centre-ville de Vancouver.



Vancouver

Plus de 400 organisations et individus ont signé une lettre ouverte au procureur général de la Colombie-Britannique, David Eby, et à d'autres dirigeants des gouvernements fédéral et provincial, condamnant la descente effectuée le 19 août par les Services frontaliers du Canada à l'hippodrome de Hastings, qui a mené à l'arrestation de 26 travailleurs migrants.

Une centaine de personnes se sont rassemblées à la Fête du Travail devant l'hippodrome de Hastings, où des milliers de personnes assistaient au dernier jour de l'Exposition nationale du Pacifique. Les orateurs au rassemblement ont expliqué que sept travailleurs avaient été renvoyés dans leur pays d'origine et empêchés d'entrer au Canada pendant cinq ans parce qu'ils auraient eu de fausses cartes d'enregistrement.



Un employé de la Direction provinciale de la politique en matière de jeux et d'application de la loi fait présentement l'objet d'une enquête.

La lettre ouverte, intitulée « Solidarité avec les travailleurs migrants lors d'une descente à l'hippodrome », qui a été appuyée par les orateurs au rassemblement, souligne que les travailleurs migrants, dont beaucoup sont arrivés au Canada depuis de nombreuses années, croyaient que les documents qui leur avaient été remis étaient légitimes et qu'ils ne méritent pas d'être punis pour les actes allégués commis par d'autres.

On lit dans cette lettre : « Dans le cas d'enquêtes, les travailleurs - en particulier les travailleurs vulnérables - ne devraient pas être punis ni lésés pour les actes d'autrui. Les gouvernements provincial et fédéral doivent protéger ces travailleurs au moyen de permis de travail ouverts et de permis de séjour temporaire, et leur permettre d'entrer de nouveau au Canada pour continuer à travailler ». Les auteurs de la lettre demandent à tous les paliers de gouvernement de rejeter les descentes et actions de type militaire qui alimentent les forces du racisme et de la xénophobie dirigées contre les travailleurs migrants.

Ils terminent leur lettre en exigeant le respect « du droit des travailleurs migrants à un statut de résidence permanente et en revendiquant un accès égal et complet aux programmes sociaux et aux normes du travail en vigueur... Nous en appelons à tous les paliers de gouvernement à ne pas semer la division au sein des travailleurs, à ne laisser pour compte aucun travailleur, à affirmer le droit à un travail décent et des services universels de qualité, et à assurer la protection de tous les travailleurs. »

Île de Vancouver



Le Conseil du travail de Campbell River, de Courtenay et du district a organisé un pique-nique animé à Merville Hall. Les métallos, les mineurs, les travailleurs des traversiers, du secteur de l'éducation, les travailleurs en soins de la santé, de nombreux retraités et leurs familles ont assisté à l'événement. Ils ont apprécié le BBQ au saumon et écouté les discours de la présidente du Conseil du travail, Andrea Craddock, de la députée de Comox Valley, Ronna-Rae Leonard, et de la députée de North Island-Powell River, Rachel Blaney. La musique célébrant les luttes des travailleurs pour leurs droits était fournie par Art Farquharson.

Le thème récurrent des discours et discussions de la journée était le besoin d'unité dans l'action contre les employeurs qui bafouent les droits des travailleurs et tentent de supprimer les gains réalisés par les syndicats depuis de nombreuses années. Telle est la situation à laquelle sont confrontés les travailleurs forestiers et les mineurs de la région. Les travailleurs de la santé et de l'éducation, y compris les enseignants de la Colombie-Britannique, exigent également un financement accru des programmes sociaux et le renversement des effets des attaques du gouvernement au cours de l'offensive antisociale de l'élite dirigeante qui se poursuit depuis deux décennies.

La lutte actuelle des travailleurs de la foresterie sur la côte de la Colombie-Britannique, membres de la section locale 1-1937 du Syndicat des Métallos, était à l'esprit de tous. Depuis le 1er juillet, deux mille six

cents membres de la section locale sont en grève contre Western Forest Products. L'entreprise, qui a engrangé des profits nets respectivement de 74,4 millions de dollars et 69,2 millions de dollars en 2017 et 2018, veut que les travailleurs acceptent un système de rémunération à deux vitesses pour les nouveaux employés, l'élimination du régime de retraite actuel et d'autres reculs dans les conditions de travail négociées dans le passé. Les métallos et leurs partisans au pique-nique ont exprimé leur détermination à faire échec à cette attaque contre leurs droits et ceux de tous les travailleurs.

Prince George



Une marche et une célébration réussies ont eu lieu à l'occasion de la Fête du Travail à Prince George, en Colombie-Britannique, à l'esplanade des jeux du Canada. L'événement était organisé par le comité d'organisation de la Fête du Travail et était parrainé par plus de 30 syndicats, organisations syndicales et groupes communautaires. Le tout a commencé par une marche dans le centre-ville avec 150 membres de syndicats et de la communauté qui portaient pancartes et bannières. Les marcheurs ont scandé les slogans « Luttes pour les droits de tous », « Travailleurs unissons-nous, continuons la lutte », « Oui à l'industrie manufacturière, non aux fermetures d'usines », « Nos grumes, nos emplois », « Qui décide, c'est nous qui décidons », « Oui aux services publics, non à la privatisation » et « Un Canada juste pour nous tous ».

La marche a été suivie d'une célébration qui a débuté à midi. Au cours de la journée, environ 2 000 personnes ont participé aux événements. La célébration comprenait des orateurs, de la nourriture et des collations gratuites, de la musique, des jeux pour les enfants et des kiosques tenus par des syndicats, des entreprises, des groupes communautaires et des partis politiques.

L'événement était présidé par les deux animateurs, Heather Sapergia et Matt Baker, du comité d'organisation de la Fête du Travail. Le tout a commencé par une représentation par les Tambours Khaumm'an, suivie par le mot de bienvenue de Darlene McIntosh, une aînée de la Première nation Lheidli T'enneh, et de Lyn Hall, maire de Prince George, qui a souligné la présence des conseillers municipaux de Prince George, Frank Everitt, Murry Krause, Terry McConachie, Cori Ramsay et Susan Scott.

Tout au long de l'après-midi, les groupes Cottonwood et Far From Linear, ainsi que le chanteur folklorique Kevin Hutchings, ont divertifié la foule avec des chansons populaires, folk et ouvrières.

Parmi les orateurs à l'événement, il y a eu Natalie Fletcher du Conseil du travail du centre-nord, Peter Ewart du comité organisateur de la Fête du Travail, Brian O'Rourke, président de la section locale 1- 2017 du Syndicat des Métallos et Sussanne Skidmore, secrétaire-trésorière de la Fédération des travailleurs de la Colombie-Britannique.

Les activités et les discussions se sont poursuivies plusieurs heures après les présentations, les organisateurs se préparant déjà pour la Fête du Travail de l'année prochaine.